



Economic and Social Council

Distr.: General
13 June 2012
French
Original: English, French

Dixième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques

New York, 31 juillet-9 août 2012

Point 4 de l'ordre du jour provisoire *

**Rapports des gouvernements sur la situation dans leurs pays et sur les progrès
accomplis quant à la normalisation des noms géographiques depuis la
neuvième Conférence (pour distribution seulement).**

Country Report – Canada

Document soumis par le Canada**

* E/CONF.101/1.

** Prepared by Heather Ross, Toponymist, Geographical Names Board of Canada Secretariat, Canada

RAPPORT DU CANADA

I. Objectifs et programmes nationaux

1. L'autorité nationale chargée des noms géographiques

1.1 Mandat et effectif

La Commission de toponymie du Canada (CTC) est l'organisme canadien chargé des noms géographiques. Son mandat, décrit dans son Plan stratégique, consiste à promouvoir l'application des normes et des principes, à approuver les décisions en matière toponymique prises par les organismes canadiens chargés des noms géographiques et à diffuser des données sur les noms de lieux. De plus, la CTC représente le Canada dans des forums et des activités internationaux liés aux normes et aux pratiques toponymiques.

La Commission compte actuellement 32 membres, dont des représentants des 13 provinces et territoires et de certains ministères du gouvernement fédéral. Trois membres représentent le milieu universitaire. Le président de la CTC, M. Bruce Amos, et les présidents des deux comités consultatifs – le Comité consultatif sur la nomenclature, les politiques et la recherche et le Comité consultatif sur l'automatisation et la délimitation – sont aussi membres de la Commission.

Des groupes de travail sont formés au gré des besoins et des objectifs. Des groupes travaillent actuellement sur la désignation des entités sous-marines et maritimes, les génériques culturels et leur incorporation aux systèmes existants de classification des entités, les appellations autochtones et la participation des groupes autochtones au processus de dénomination, les IDE (identificateurs d'identité) ainsi que leur intégration et leur utilisation dans les bases de données.

1.2 Réunions de la CTC

La CTC se réunit chaque année dans différentes régions du pays. La Commission s'est réunie cinq fois depuis la Neuvième Conférence : à Yellowknife, à Québec, à Iqaluit, à Moncton et à Dawson. La réunion annuelle de 2012 aura lieu les 20 et 21 septembre, à Québec (province de Québec).

1.3 Processus décisionnel

Au Canada, les décisions relatives aux noms géographiques sont prises par les provinces et les territoires. Cependant, pour être valides, les décisions toponymiques concernant le territoire domaniale (parcs nationaux, établissements militaires) doivent être prises conjointement par l'autorité provinciale ou territoriale et l'autorité fédérale concernée. Une entente appelée « accord de Victoria » décrit la procédure et le processus décisionnel conjoint à appliquer lorsque deux autorités sont concernées par la dénomination d'une entité. Lorsque des décisions conjointes doivent être prises, le Secrétariat de la CTC coordonne le processus et met à jour la base de données nationale.

II. Problèmes, solutions et réalisations depuis la dernière Conférence

1. Publications

En 2012, la CTC et son Secrétariat ont publié une nouvelle édition des *Principes et directives pour la dénomination des lieux*. Peu d'exemplaires du volume ont été imprimés mais la majorité des utilisateurs en obtiendront copie en téléchargeant la publication à partir du site Web des Noms géographiques du Canada. Afin de réduire les coûts et de favoriser la diffusion, les publications font progressivement place à de l'information accessible sur le Web.

À mesure que les membres de la CTC vont créer ou développer des sites Web, des publications existantes seront diffusées en ligne et de nouvelles publications seront conçues uniquement pour une diffusion Web. Les publications non imprimées offrent différents avantages, dont la possibilité d'ajouter des éléments multimédias, comme des graphiques, des photos ainsi que des fichiers vidéo ou sonores, d'ajouter du contenu ou d'enlever celui qui n'est plus actuel et de joindre un auditoire dont la croissance est exponentielle. Les documents immatériels ont aussi des désavantages, comme l'obligation d'utiliser un ordinateur ou un appareil pour consulter les publications et la nécessité de modifier ou d'adapter le contenu en fonction de l'évolution technologique, à mesure que les logiciels ou les formats de fichiers tombent en désuétude.

Depuis la dernière Conférence, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont produit de nouvelles éditions de leurs nomenclatures des données toponymiques, consultables exclusivement en ligne. Le Manitoba a diffusé en ligne la version française de son *Glossaire bilingue des noms géographiques du Manitoba*, au bénéfice de la collectivité francophone.

Depuis 2004, la Commission de toponymie du Québec a produit de l'information toponymique sur des questions d'actualité et l'a diffusée à son site Web afin d'attirer des utilisateurs et de fidéliser sa clientèle. Ces courts articles portent sur des sujets variés et mettent en relation les thèmes ou les nouvelles avec la toponymie du Québec. De nouveaux articles sont ajoutés régulièrement et les anciens sont conservés en ligne, pour référence.

2. Base de données toponymiques du Canada

La Base de données toponymiques du Canada (BDTC) a été créée en 1978 pour remplacer un registre manuel utilisant des fiches papier. Avec la numérisation des fiches, le registre était plus facile à consulter et les données pouvaient être trouvées et manipulées avec beaucoup plus de facilité. La BDTC a été réaménagée en 1988 puis en 1998 pour inclure une technologie plus récente et s'adapter aux besoins de ses utilisateurs. En 2003, le Canada a inauguré le Service canadien de toponymie (SCT), composante de l'Infrastructure canadienne de données géospatiales (ICDG). L'ICDG est une ressource en ligne destinée aux utilisateurs des données géospatiales canadiennes et qui vise à faciliter et à promouvoir le partage et l'utilisation de données géospatiales et à les rendre accessibles dans le cadre de l'Infrastructure mondiale des données géospatiales. Un portail national de données géospatiales, appelé « GéoBase », a été créé pour faciliter le regroupement et le téléchargement d'une grande variété d'ensembles de données, dont l'éventail continue de s'élargir à mesure que de nouvelles données deviennent accessibles. La couche de données toponymiques fournie par le SCT est une couche cadre de l'ICDG.

Afin d'appuyer la cartographie sur le Web et les supports conventionnels ainsi que d'autres services, des membres de la CTC et le Conseil canadien de géomatique collaborent à l'élaboration d'un centre national de délimitations numériques d'entités désignées au Canada. Des projets sont en cours pour créer et conserver les délimitations et des données numériques sur l'étendue sont déjà conservées pour environ le tiers de toutes les entrées toponymiques officielles. L'objectif actuel est de maintenir un lieu central où tous les partenaires peuvent aider à compléter le groupe de données sur la délimitation.

L'idée d'élaborer des outils en ligne permettant de contrôler la qualité et de mettre à jour les délimitations a été examinée. En définitive, les délimitations pourraient être accessibles en ligne à tous les utilisateurs et être utilisées de différentes façons.

Depuis 2008, les membres de la CTC peuvent utiliser une application Web appelée *GNApp*, pour consulter la totalité de la base de données nationale et y verser de nouvelles fiches toponymiques. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador effectue directement la mise à jour des données provinciales directement avec *GNApp* et d'autres envisagent de remplacer ou de soutenir leurs bases de données provinciales par un accès direct à la BDTC. Le travail d'élaboration est en cours, ainsi que le rapprochement des groupes de données nationaux et provinciaux, cela afin de garantir que toutes les données sont actuelles, exactes et synchronisées.

3. Sites Web

Au cours des deux dernières années, dans le cadre d'une initiative nationale, tous les sites Web du gouvernement fédéral canadien ont été mis à jour et restructurés. Le but était de moderniser et d'uniformiser l'aspect des sites, d'y intégrer des caractéristiques et des technologies nouvelles et de garantir leur accessibilité pour les personnes ayant une déficience visuelle et d'autres utilisateurs de technologies d'assistance. Dans ce processus, un vaste examen du contenu a été entrepris pour assurer l'actualité et la pertinence de l'information. Le site Web géré par le Secrétariat de la CTC – *Toponymie du Canada* (<http://geonames.nrcan.gc.ca>) – fait maintenant partie du site du secteur des Sciences de la terre de Ressources naturelles Canada.

La recherche de toponymes a été l'outil le plus populaire depuis la mise en service du site, en 1994. Des travaux d'aménagement importants ont été menés sur le site en 2011. L'outil de recherche intègre maintenant la fonctionnalité de recherche de toponymes du SCT, qui permet des recherches meilleures, plus rapides et plus personnalisables. Il permet aux utilisateurs de choisir plus de paramètres de recherche et d'obtenir plus de données dans des formats plus diversifiés. Les clients peuvent maintenant utiliser le Service Web d'entités géographiques (WFS) pour créer des fichiers en langage hypertexte (html) ou en langage de balisage extensible (xml), des fichiers délimités pouvant être importés dans un tableur ou une base de données, ou des fichiers en *Keyhole Markup Language* (kml).

Les clients qui recherchent de petits ensembles de données relatives à des secteurs ou à des thèmes particuliers peuvent structurer leurs demandes en appliquant différents paramètres ou utiliser une interface de programmation d'applications (API) pour extraire des données. Comme pour le portail GéoBase, les utilisateurs obtiennent les données gratuitement et peuvent les utiliser sans restriction, à condition d'en mentionner la source.

Deux problèmes de longue date relatifs à la diffusion des toponymes autochtones étaient la capacité de stocker et d'afficher des caractères spéciaux utilisés dans les toponymes canadiens exprimés en langues autochtones.

Par exemple, bon nombre des toponymes du Nunavut sont en langue inuite, souvent appelée l'inuktitut. La forme écrite de la langue utilise un système basé sur des symboles représentant des syllabes. Bien qu'il existe une norme reconnue internationalement pour les caractères syllabiques de l'inuktitut, il était impossible de les stocker dans la base de données ni de les afficher sur le site Web. Ce problème a été réglé lorsque la CTC a adopté les codes normalisés ISO pour les langues internationales et transféré la base de données, le Service Web d'entités géographiques (WFS) et le site Web sur un support

autorisant le codage de caractères Unicode UTF-8, qui permet l’affichage de ces toponymes. Dorénavant, un indicatif de langue inscrit dans la base de données permet de déterminer la langue d’un toponyme. La présence du code de l’inuktitut dans l’attribut de l’indicatif lance une conversion des caractères romains en caractères syllabiques. Il n’est pas encore possible d’afficher tous les toponymes dans les deux types de caractères, car l’indicatif de langue n’a pas été intégré dans toutes les entrées existantes. Lorsque toutes les entrées auront été mises à jour, la conversion s’effectuera pour tous les toponymes en inuktitut.

Le stockage et l’affichage de caractères spéciaux utilisés dans différentes langues autochtones ont posé un problème quelque peu différent. Étant donné que la plupart des langues autochtones n’avaient pas de forme écrite avant l’arrivée des Européens, les linguistes ont élaboré des systèmes d’écriture. Ces formes écrites sont constituées principalement des caractères de l’alphabet romain, auxquels s’ajoutent des caractères spéciaux, généralement des caractères romains combinés à des signes diacritiques ou à des symboles. Les « caractères difficiles à reproduire » ou caractères de l’alphabet romain étendu utilisés dans bien des toponymes autochtones représentaient un problème très ardu pour le stockage des toponymes autochtones dans les bases de données ou leur affichage sur support numérique. Différentes méthodes ont été appliquées au fil du temps pour régler ce problème. Une des solutions était de créer une représentation graphique des toponymes sous forme écrite et de les présenter comme image. Cette solution partielle permettait l’affichage des toponymes sur le Web, mais ne permettait pas de les rechercher facilement dans les bases de données ou sur le Web. Dans le site Web *Toponymie du Canada*, un système de nombres entre crochets a été utilisé pour représenter les caractères spéciaux. Par exemple, un l minuscule barré était représenté par {2}. Chaque numéro entre crochets servait à renvoyer chaque caractère à sa représentation graphique dans un tableau. Bien qu’elle ait constitué une amélioration, cette solution n’était pas idéale et ne réglait pas le problème de porter sur des cartes des toponymes contenant des caractères spéciaux.

Une nouvelle norme internationale appelée Unicode a rendu possible l’incorporation de ces caractères spéciaux dans la base de données ainsi que leur affichage sur le Web et dans des documents. Auparavant, des centaines de systèmes de codage étaient utilisés pour assigner des normes à des caractères spéciaux. Maintenant, la norme Unicode assigne un numéro unique à *chaque* caractère, sans égard à la plateforme ou à la langue. La CTC a adopté la norme Unicode et utilise le jeu de caractères UTF-8. Des pages de site Web ont dû être transférées au codage UTF-8 et ont été mises en œuvre de manière à ne pas obliger l’utilisateur à télécharger des polices spéciales. Ces pages ont été mises à l’essai dans tous les fureteurs. Très peu de problèmes ont été signalés.

4. Cartographie

En 2012, Ressources naturelles Canada a terminé la couverture cartographique de tout le pays à l’échelle de 1:50 000, qui s’est ajoutée aux cartes à une échelle de 1:250 000 déjà existantes. La plus grande partie des données manquantes concernaient le Nord, principalement le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest.

Pendant que le travail de compilation des données cartographiques était en cours, le Ministère a lancé un projet pilote visant à créer une nouvelle série de cartes consacrées au Nord. Cette série était conçue pour faciliter l’utilisation des toponymes en langues autochtones et à introduire l’utilisation des caractères syllabiques de l’inuktitut, qui n’avaient été que peu utilisés auparavant dans les produits cartographiques fédéraux. Un des objectifs du projet était de créer des cartes multilingues utiles tant à la population locale que pour d’autres intervenants, comme les sociétés minières, les géologues et les chercheurs. Les travaux ont été accompagnés de vastes consultations menées auprès des collectivités

nordiques, des autorités toponymiques et d'autres parties intéressées. Différents prototypes ont été élaborés afin de déterminer le meilleur concept pour les cartes et pour y intégrer de l'information et des caractéristiques qui les rendraient le plus utiles possible pour les chasseurs, les trappeurs et les pêcheurs, les organisations de mise en valeur des ressources et les études scientifiques. Certaines cartes prototypes montrent des éléments qui avaient toujours été absents des cartes topographiques fédérales canadiennes, comme des données bathymétriques et l'estompage. Un cadre multilingue a été élaboré pour les cartes du Nunavut, dans lesquelles la légende était fournie dans les quatre langues officielles du territoire : anglais, français, inuktitut et inuinnaqtun. De nouvelles spécifications ont été élaborées pour afficher des renseignements propres au Nord, comme les maisonnettes d'urgence et les routes d'hiver.

Cette nouvelle série de cartes adoptait un nouveau concept intégrant des photographies de gens et de paysages de l'endroit. Les cartes comprenaient aussi un bon nombre de nouveaux toponymes autochtones approuvés au cours des 10 dernières années, à mesure qu'ont été réintégrés de nombreux toponymes traditionnels du paysage. Des programmes sont menés dans le Nord pour recueillir sur le terrain des toponymes et des renseignements sur leurs origines auprès des aînés et d'autres membres de la collectivité, afin de conserver cette information pour les prochaines générations. Les toponymes servent non seulement à faciliter l'établissement des lieux, mais aussi à consigner des données historiques et culturelles. Ces toponymes sont des éléments essentiels de la tradition orale, qui relate l'histoire des peuples qui ont habité dans le Nord depuis des millénaires.

Le projet a permis à des toponymistes et à des cartographes d'étudier les défis et les possibilités que présente la cartographie multilingue et de chercher des solutions en intégrant des concepts nouveaux et différents dans la conception et la présentation des cartes. Au moment de la rédaction du présent rapport, la poursuite du projet était incertaine, mais il est à espérer que ce concept pourra être perfectionné et mener à la création d'un produit unique et particulier qui puisse représenter au monde entier le Nord, sa population et ses toponymes.

5. Activités relatives aux membres de la CTC et à leurs travaux

À certains égards, la situation actuelle rappelle celle de 1897, lorsque la Commission de toponymie du Canada a été créée pour régir les noms géographiques du pays et uniformiser leur identification future. Le pays connaissait une période d'expansion, de colonisation et d'immigration et de nouvelles cartes étaient dressées pour les zones de colonisation et d'exploration. La création d'une autorité centrale pouvant autoriser les toponymes et tenir un registre des appellations officielles était grandement nécessaire. Depuis ce temps, la Commission originale et les organismes qui lui ont succédé se sont employés à élaborer des politiques, à définir des normes et à diffuser l'information toponymique officielle au Canada et dans le reste du monde. Avec les nouveaux moyens de diffusion des toponymes, de nouvelles méthodes doivent être mises au point pour poursuivre ce travail. Aujourd'hui, des toponymes uniformes et faisant autorité demeurent d'une grande importance pour les cartographes et les utilisateurs de données géospatiales. L'histoire et les origines des toponymes demeurent des éléments fondamentaux du tissu culturel de notre pays.

Un problème constant pour tous les membres de la CTC est la diffusion croissante de toponymes non officiels et d'allonymes. Ce problème existait depuis un moment, mais de nouveaux types d'applications ainsi que l'avènement des médias sociaux et leur vaste diffusion ont accéléré ce processus et accru sa visibilité. Des toponymes sont utilisés dans les sites Internet, les applications cartographiques Web et les outils en ligne comme *Google Maps*. Les utilisateurs peuvent créer eux-

mêmes des cartes et des ensembles de données et afficher des toponymes de sources diverses, sans validation ni vérification des noms, de l'orthographe, de l'emplacement exact, etc. L'information géographique spontanée (IGS), ou information provenant de l'externalisation ouverte, accessible par de nombreux outils et applications comme *Wikimapia* et *Google Map Maker*, peut représenter une ressource précieuse, mais l'utilisation de toponymes non officiels préoccupe les autorités toponymiques en raison de la confusion possible parmi les utilisateurs de toponymes, notamment les cartographes, les utilisateurs de systèmes de localisation GPS et de SIG ainsi que les développeurs Web qui utilisent des données géospatiales. Des membres de la CTC collaborent actuellement avec Google en vue d'élaborer des stratégies pour l'utilisation des toponymes officiels. Le but est de permettre au moins aux utilisateurs de reconnaître facilement les toponymes officiels dans les données présentées et, si possible, de trouver des moyens d'encourager et de promouvoir l'utilisation des toponymes officiels.

Aujourd'hui, les nouvelles technologies, les nouveaux outils de communication et un accès sans précédent aux données géospatiales ont créé un monde nouveau de possibilités et de difficultés. L'Internet et les médias sociaux rendent les données géospatiales accessibles à un très vaste auditoire et permettent aux utilisateurs un niveau d'action sans précédent. Pour les utilisateurs, les noms géographiques sont l'élément des données géospatiales le plus accessible et intuitif, attribut reconnu et compris de tous. En raison de leur portée sociale et culturelle, les toponymes suscitent l'intérêt et même un sentiment d'appartenance.

Il est maintenant possible pour les toponymistes de solliciter des avis et de l'information de gens qu'ils n'auraient jamais pu joindre auparavant. Ils peuvent aussi recevoir de l'information fournie de façon spontanée de sources locales ou de n'importe où dans le monde. La situation offre des avantages, mais pose aussi des problèmes. La facilité de communication peut, ironiquement, poser problème car le volume de l'information créée peut être considérable. Il peut être difficile d'établir si un toponyme suggéré est véritablement utilisé localement ou s'il s'agit plutôt d'une suggestion farfelue ou d'une blague. De plus, les utilisateurs de ces outils s'attendent à une action immédiate ou rapide. En cette période de réduction des ressources pour le travail de terrain et la recherche, les autorités toponymiques ne peuvent traiter des volumes importants d'information nouvelle. Un processus de validation sérieux demande du temps et l'approbation des toponymes peut être stoppée longtemps, pendant que le personnel travaille à évaluer l'information reçue.

Pour les autorités toponymiques du Canada, la diffusion des toponymes officiels est une priorité. C'est un défi constant que de veiller à ce que les toponymes largement utilisés localement et qui respectent les principes et les procédures de désignation des lieux géographiques soient clairement indiqués et utilisés par le plus grand nombre possible.

6. Relations internationales

Des représentants du Canada ont participé aux séances du GENUNG à New York (2007), à Nairobi (Kenya, 2009) et à Vienne (Autriche, 2011).

Depuis la neuvième Conférence des Nations-Unies, en 2007, M^{me} Helen Kerfoot a participé, à titre de présidente du Groupe d'experts, à diverses réunions des Groupes de travail du GENUNG (Nomenclatures et fichiers de données toponymiques, 2009, Exonymes, 2010, 2012, Publicité et financement/Évaluation et mise en œuvre, 2010, 2011) et des divisions du GENUNG (Norden, 2008; Division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique Sud-Ouest, 2009; Europe du Centre-Est et du Sud-Est,

2010; Division néerlandophone et germanophone, 2010; Afrique centrale, 2010; Afrique orientale, 2011; Afrique australe, 2012).

M^{me} Kerfoot a présenté de l'information concernant des questions d'actualité du GENUNG et la normalisation des noms géographiques à différents événements, dont le Congrès géographique international (Tunis, 2008), des symposiums sur les géodonnées, le patrimoine culturel et les données géophysiques marines (Francfort, 2007; Vienne, 2008; Busan, 2010; Johannesburg, 2011), le 10^e Congrès d'arpentage de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, 2009), la Conférence cartographique internationale (Chili, 2009), l'American Association of Geographers (Washington, 2010), l'Ewha Women's University (Séoul, 2010) et le Congrès international des sciences onomastiques (Toronto, 2008, Barcelone, 2011).

M^{me} Kerfoot a donné des formations pour le GENUNG et tenu des ateliers consultatifs au Burkina Faso (Afrique, 2008), en Roumanie (2008), au Brésil (2008), au Kenya (2009), au Cameroun (2010), au Botswana (2011) et en Afrique du Sud (2012) et elle a participé aux premières réunions du Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, à New York et à Séoul (2011). Elle a été élue présidente de la Neuvième Conférence des Nations Unies en 2007 et a présidé les 25^e et 26^e séances du GENUNG.

III. Conclusion

Depuis la dernière Conférence, les membres de la Commission de toponymie du Canada ont continué de publier des documents, de mettre à jour et de rapprocher leurs bases de données, de créer des sites Web ou de modifier des sites existants. De plus, ils doivent relever des défis inédits associés aux nouvelles technologies ainsi qu'aux nouvelles demandes du public, du milieu des affaires, des décideurs et des responsables des politiques, qui réclament des données géospatiales de qualité.

Les membres continuent de maintenir l'équilibre entre deux aspects de la toponymie, outil essentiel donnant accès aux données géospatiales et reflet de la culture et du patrimoine du pays et de sa population. À mesure que les données géospatiales gagnent en importance, il importe de veiller à ce que des normes et des politiques soient en place et que les pratiques toponymiques évoluent au rythme de la société. La participation aux forums internationaux est aussi importante pour promouvoir l'élaboration et l'observation de normes internationales, le partage des bonnes pratiques et le développement de prochaines générations de professionnels du domaine.

L'auteure remercie la Commission de toponymie du Québec et les membres de la Commission de toponymie du Canada, ainsi qu'Eva Siekierska, Peter Williams et Ko Fung, du service des cartes topographiques du Projet de l'Arctique canadien, pour leur aide dans la préparation du présent document.

Heather Ross, toponymiste, Secrétariat de la Commission de toponymie du Canada, mai 2012